



Le Puy en Velay, le jeudi 11 septembre 2014

Communiqué de presse

Manifestations de la FDSEA et des JA Haute Loire contre les zones vulnérables nitrates : coup de colère de SOS Loire Vivante

SOS Loire Vivante-ERN France reste perplexe face aux actions et réactions grossières et irresponsables des syndicats d'agriculteurs FDSEA et JA 43 lors des manifestations du jeudi 11 septembre en Haute Loire. Combien de temps continueront-ils cette politique de l'autruche dont les premières victimes sont les agriculteurs ?

Avec ces attitudes non citoyennes et non constructives, ils minimisent l'impact des nitrates sur la santé, sur les rivières et l'eau potable et campent sur des postures incompréhensibles et obsolètes, surtout dans notre secteur, pays de sources et château d'eau (tête de bassin hydrographique) où nous avons un impératif d'excellence vis-à-vis des habitants en aval. Rappelons-nous l'affaire de la décharge de Cayres et les arguments sur la qualité de l'eau... oubliés d'un coup ?

SOS Loire Vivante continue de croire que la majorité silencieuse des agriculteurs de Haute Loire ne veut plus jouer ni avec la santé ni continuer de polluer consciemment l'eau, les rivières et la terre avec les nitrates, comme fixé par les directives européennes. Nous sommes d'accord que la profession est en danger et qu'il faut rapidement améliorer leur qualité de vie, mais pas en campant sur des positions dogmatiques éloignées de la réalité et niant la nécessité d'allier production et écologie. Revenons à la raison : les agriculteurs ont vocation à nous nourrir sainement, pas à nous empoisonner !

Concernant les dégradations, resteront elles une nouvelle fois impunies ? Qui portera plainte contre la pollution volontaire liée au dépôt illégal de déchets (fumier/lisier) dans la ville du Puy en Velay ? De même, qui financera le nettoyage de ces dépôts et la dégradation et l'arrachage de panneau de signalisation ?

Enfin, la FDSEA et JA 43 tiennent l'Europe et l'Etat comme responsables de leurs problèmes et de leur situation mais ces mêmes syndicats oublient qu'en avril dernier l'Europe annonçait une subvention record pour l'agriculture auvergnate de près de 1 milliard 300 millions d'euros (2^{ème} région la mieux dotée de France !!!). S'ils ne veulent pas respecter la loi et les directives européennes, ne faudra t il pas leur réduire les aides qui vont avec ?

Contact presse : Roberto Epple, Président, 06 08 62 12 67